



ÉPARGNE :

Nos économies au service du chaos social et climatique

Épargne :

Nos économies au service du chaos social et climatique

Analyse des données :
Paul Schreiber

Rédaction et contributions :
Paul Schreiber
Lucie Pinson
Lara Cuvelier
Nina Marchais

Mise en page :
Jordan Jeandon, Graphic designer

Date de publication :
Novembre, 2020

Remerciements :
Reclaim Finance remercie 2° Investing Initiative, pour la fourniture des données concernant les fonds analysés, et Les Amis de la Terre France et le CCFD-Terre Solidaire, pour la fourniture d'éléments spécifiques permettant de choisir les entreprises sélectionnées.

4

Résumé executif

8

Nos demandes

12

Méthodologie

14

L'Épargne à l'épreuve des chiffres et des faits

14

ISR, attention au greenwashing

16

Sélection des entreprises à éviter

18

Sélection des fonds à éviter

20

L'Intégralité des résultats

26

Annexe : Liste des entreprises sélectionnées par catégorie

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La crise du Covid-19 et ses conséquences – la paralysie de l'économie, le ralentissement de la vie sociale et l'inquiétude croissante face à l'avenir – ont renforcé la tendance des français à épargner. Le taux d'épargne a atteint 27,4 % au second trimestre 2020 contre 14,9 % en 2019, avec en particulier un taux d'épargne financière qui a quadruplé en quelques mois, passant de 4,6% en 2019 à 19,5% au second trimestre 2020¹. Si cette épargne supplémentaire est pour l'instant principalement laissée sur les comptes bancaires, elle devrait demain alimenter les placements financiers.

La crise a renforcé une autre tendance de fond : la demande des français pour une épargne plus juste et responsable en matière sociale et environnementale.

Les français demandent une épargne au service de la transition écologique

2019 a été une année historique pour l'épargne solidaire, qui a collecté 3 milliards d'euros supplémentaires et enregistré 810 000 nouvelles souscriptions².

Les études et sondages effectués en 2020 confirment que la majorité des français souhaite désormais des produits d'épargne alignés avec leurs valeurs. Loin de faire peur, les exclusions des activités les plus nocives sont demandées et les épargnants affichent clairement leur volonté de mettre leur épargne au service d'une transition écologique, sociale et solidaire. Ainsi, si 62%

des français déclarent accorder une place importante aux impacts environnementaux et sociaux dans leurs décisions de placement³ – en plaçant notamment la pollution, le changement climatique, la biodiversité, l'emploi et les droits humains au cœur de leurs préoccupations – plus des deux tiers refusent que leur épargne soutienne l'industrie minière et les énergies fossiles⁴. Au contraire, plus de 8 personnes sur 10 souhaitent que celle-ci aille aux énergies renouvelables, aux transports décarbonés, à la culture de produits bio et à la production locale⁵.

Mais ils sont forcés de polluer

Il s'agit là d'un mouvement de fond, qui vient remettre en cause les vieux préceptes économiques et financiers selon lesquels l'objectif d'un placement financier doit avant tout être la rentabilité. **Si durabilité et responsabilité ne s'opposent pas à un meilleur rendement⁶, ce n'est pas toujours ce gain pécunier qui est recherché par les épargnants. La grande majorité d'entre eux serait même prête à accepter une performance financière moindre en échange d'une performance environnementale accrue⁷.**

Malheureusement vouloir ne suffit pas, encore faut-il pouvoir. Or, au moment de placer leur épargne, **les français sont confrontés à un système opaque et complexe dans lequel la majorité des produits d'épargne - hors livrets, plans et comptes d'épargne⁸ -, contribuent au financement d'entreprises polluantes ou peu regardantes sur les droits humains, même lorsqu'ils sont vendus comme « responsables ».**

“ 66% des français refusent que leur épargne finance les énergies fossiles ”

Source : OpinionWay pour Helios

“ 60% des fonds soutiennent les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre ”

Source : Reclaim Finance



Reclaim Finance a mené l'enquête sur 442 fonds commercialisés en France⁹, notamment dans les produits d'assurance vie, les plans d'épargne en action (PEA), les plans d'épargne retraite (PER) et les produits d'épargne salariale. **Le contenu de ces fonds a été croisé avec 5 listes d'entreprises aux pratiques environnementales et sociales les plus critiquables¹⁰** :

- Les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre (GES) ;
- Les entreprises aux pratiques particulièrement néfastes ou lacunaires en matière de droits humains ;
- Les plus grandes entreprises fabricantes d'armes ;
- Les entreprises significativement impliquées dans le secteur du charbon et/ou participant à son expansion ;
- Les entreprises ayant été récemment impliquées dans des scandales majeurs.

Ces entreprises sont nommées "entreprises sélectionnées" dans la suite de l'analyse.

Les résultats sont alarmants :

- **L'écrasante majorité des fonds est exposée aux entreprises sélectionnées :**
Plus de 86% des fonds étudiés (381 fonds) contribuent à financer des entreprises sélectionnées. En excluant les fonds dont la structure est telle qu'aucune des entreprises sélectionnées n'est susceptible d'y figurer

– par exemple ceux investis entièrement dans l'immobilier ou en dette souveraine – ce taux monte à 94%.

- **L'exposition moyenne des fonds aux entreprises sélectionnées est significative :**

Les 381 fonds exposés contiennent en moyenne 29,5 entreprises sélectionnées auxquelles ils consacrent en moyenne 9% de leur valeur.

- **Certains fonds sont surexposés aux entreprises sélectionnées :**

183 fonds – soit 48% des fonds exposés – placent plus de 10% de leur valeur dans des entreprises sélectionnées. Parmi les fonds qui concentrent le plus de risques environnementaux et sociaux se trouvent les fonds ALM Dynamic, Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C), LCL Investissement Dynamique (C/D) et LCL Investissement Equilibre (C/D) qui contribuent à financer plus de 200 entreprises sélectionnées. Les fonds Autofocus Rendement Juin 2018, AXA Or et Matières Premières D EUR, GSD Gestion Energy Value, Etoile Energie Europe (C), BNP Mahonia Mars 2027 et plusieurs ETF d'Amundi¹¹ sont quant à eux investis à plus de 40% dans ces entreprises.

- **Les fonds labellisés ISR ne sont pas la garantie d'une performance environnementale et sociale supérieure :**
Sur 36 fonds labellisés ISR étudiés, seulement deux ne contiennent aucune entreprise sélectionnée et celles-ci sont

significativement présentes dans plus de la moitié des fonds labellisés ISR. Certains fonds labellisés affichent même une exposition particulièrement forte : 3¹² financent au moins 80 entreprises sélectionnées et 6¹³ sont exposés à plus de 20% à ces entreprises.

Ces résultats exposent un profond antagonisme entre les aspirations des français et la réalité des investissements effectués à partir de leur épargne. **On ne peut que relever l'inacceptable ironie par laquelle des français épargnant pour s'assurer un meilleur avenir participent à leur insu au financement des activités qui l'assombrissent, en contribuant à la dévastation de la nature et aux crises sociales et humanitaires.**

À quand la régulation ?

Pourtant, les attentes des français pour une épargne socialement et environnementalement responsable sont connues des distributeurs : une publicité sur 8 diffusée dans la presse ou sur internet de janvier à juillet 2020 par les acteurs financiers utilisait l'argument de la finance durable pour promouvoir certains produits, inciter à épargner ou attirer de nouveaux clients. Ce n'était le cas que de 1 publicité sur 12 en 2019¹⁴.

Notre étude montre le risque majeur de publicités trompeuses, qui jouent sur le flou entourant les termes « ESG » (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), « responsable », « durable » ou « vert » et l'absence de réglementation contraignante pour investir l'épargne des français sans tenir réellement compte de leurs préférences et valeurs. Ce risque est reconnu par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) qui s'est positionnée en faveur d'une réglementation européenne fixant des standards minimums aux produits d'épargne « durable ». Les mesures prises, et notamment la publication d'une première doctrine pour les produits dits « responsables » commercialisés en France¹⁵, pèchent cependant par leur faiblesse et leur totale incapacité à assurer une réelle prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux¹⁶.

Alors que la crise du Covid-19 frappe durement le tissu économique et social et appelle une mobilisation sans précédent de la finance au service d'une société durable et résiliente, le gouvernement et le Parlement doivent prendre la mesure du problème. Les engagements volontaires et les professions de foi climatiques ne suffisent pas : il faut réguler les produits financiers afin qu'ils soient pleinement compatibles avec l'atteinte des objectifs climatiques de l'Accord de Paris et le respect des droits fondamentaux.

NOS DEMANDES

Afin de redonner le contrôle aux épargnants et de contribuer à mettre leur épargne au service de la transition écologique, Reclaim Finance a trois demandes pour le gouvernement, le Parlement et les institutions financières françaises :

1 Tous les produits financiers commercialisés en France doivent avoir des exigences climatiques minimales

Terre de l'Accord de Paris, la France doit montrer l'exemple en arrêtant immédiatement d'en saper les fondements via le financement de la pollution et des grands émetteurs de gaz à effet de serre partout dans le monde.

Les énergies fossiles devraient être ciblées en priorité. La consommation des réserves d'énergies fossiles déjà exploitées entraînerait un réchauffement de plus de 2°C et celui-ci dépasserait toujours les 1.5°C de l'Accord de Paris si la consommation de charbon s'arrêtait du jour au lendemain⁶². Même l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) - peu encline à promouvoir une sortie des énergies fossiles⁶³ - a reconnu que, en l'absence de déploiement massif de la capture de CO₂, il n'y avait pas de place pour de nouveaux projets pétroliers et gaziers⁶⁴.

Ainsi, **tous les produits commercialisés en France devraient obligatoirement exclure les entreprises qui participent à de nouveaux projets d'exploration ou d'exploitation d'énergies fossiles.**

Cette mesure est cruciale pour maintenir la crédibilité des engagements climatiques français mais pas suffisante pour permettre la compatibilité des produits financiers

commercialisés avec l'Accord de Paris. Pour cela, il faut aller au-delà du secteur des énergies fossiles : **les produits financiers doivent progressivement exclure les entreprises qui refusent de s'aligner sur une trajectoire de réchauffement à 1.5°C, en adoptant des cibles et stratégies basées sur la science⁶⁵.**

2 Les produits commercialisés responsables, ESG, vert ou durables doivent activement contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et à l'émergence d'une société solidaire et respectueuse

Comme le montre l'analyse des fonds détenant le label ISR du ministère de l'Economie et des Finances, un label est loin d'être un gage de qualité. La labellisation est plus ou moins exigeante et très peu lisible pour l'épargnant, d'autant qu'un nombre croissant de labels verts ou durables se développe, à chaque fois avec un périmètre différent. Moins de 20 % des Français connaissent les principaux labels français ISR et Greenfin, et 61 % ne fait pas ou peu confiance à ces labels⁶⁶.

En parallèle, de nombreux fonds se déclarent responsables ou durables sans passer par un processus de labellisation : si 537 fonds commercialisés en France utilisent des termes en lien avec l'ISR (durable, responsable, éthique, social, transition, climat etc) dans leur appellation, seul 18% d'entre eux sont labellisés⁶⁷.

Pour mériter leur dénomination et éviter toute tromperie, les produits vendus comme verts, responsables ou durables - qu'ils

“ **80% des français considèrent que les fonds verts ou les investissements socialement responsables (ISR) servent aux banques à faire de la communication** ”

Source : OpinionWay pour Helios





“ Plus de 84% des français trouvent que les banques et assureurs ne sont pas transparents sur la manière dont ils utilisent leur épargne et leurs dépôts sur les comptes courants ”

Source : OpinionWay pour Helios

soient labellisés ou non – devraient répondre à des exigences minimales supplémentaires :

1. **Ils ne doivent pas financer les plus grands pollueurs, et en premier lieu :**
 - L'ensemble des entreprises des énergies fossiles qui refusent d'adopter des plans permettant d'arrêter l'exploitation du pétrole et du gaz d'ici 2040 en Europe et dans l'OCDE et 2050 dans le reste du monde et celle du charbon 10 ans plus tôt ;
 - Les entreprises impliquées dans la production d'hydrocarbures « non conventionnels » - comprenant le pétrole et gaz de schiste, les sables bitumineux, le forage en zone arctique ou en grande profondeur – qui catalysent l'ensemble des risques climatiques et ESG.
2. **Ils doivent assurer un haut niveau de performance environnementale et sociale**, notamment en vérifiant l'adoption de procédures garantissant le respect des droits humains et en excluant les entreprises condamnées pour fraude ou impliquées dans des scandales majeurs et les entreprises de l'armement.

Ces exclusions pourraient contribuer à la performance financière des produits, en particulier via l'exclusion des pétroles et gaz « non conventionnels » risqués. Les entreprises nord-américaines, très impliquées dans le pétrole et gaz de schiste ou les sables bitumineux et sur un marché états-unien qui contribuent à 60% de l'augmentation de la production d'hydrocarbures prévue d'ici 2030, ont déjà perdu 361 milliards des 1.18 trillion de dollars investis dans l'extraction de 2010 à 2020.

Depuis janvier 2020, 36 compagnies d'extraction de pétrole et gaz de schiste ont fait faillite et 150 autres pourraient les suivre d'ici fin 2022, pour une dette dépassant les 128 milliards de dollars⁶⁸. Même les majors pétrolières sont affectées : leur coût de financement est de plus en plus important⁶⁹ ; Total, Shell et BP ont tous les trois dépréciés leurs actifs en juin et juillet 2020, pour un montant total qui pourrait atteindre 48 milliards de dollars⁷⁰.

3 Un « nutri-score » des produits financiers pour plus de lisibilité dans la contribution à la lutte contre le changement climatique, la préservation de la nature et le respect des droits humains

L'adoption de la réglementation contraignante proposée fixe un cadre général de compatibilité avec l'Accord de Paris et permet de simplifier considérablement le placement durable des économies des français. Elles mettent en cohérence l'utilisation de l'épargne, les objectifs climatiques et les aspirations des français.

Pour aller plus loin dans la transparence et rendre la durabilité des placements plus lisible, cette réglementation pourrait être complétée par un « nutri-score » des produits financiers permettant aux français de mieux repérer les écarts de performances environnementales et sociales.

Celui-ci, confié à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), devrait refléter :

- L'adoption d'exclusions sectorielles concernant les impacts climatiques et environnementaux et visant, au-delà des énergies fossiles, les activités polluantes comme celles contribuant à la déforestation ;
- La rapidité et la qualité de l'engagement d'alignement sur une trajectoire climatique 1.5°C mentionné précédemment ;
- La contribution du fonds au financement d'activités participant significativement à la transition écologique – en utilisant la taxonomie durable européenne⁷¹ ou les critères de l'Eco label⁷² Européen lorsque ceux-ci seront finalisés – et de l'économie sociale et solidaire.



METHODOLOGIE

L'étude concerne 442 fonds compatibles avec les produits d'assurance et d'épargne commercialisés en France et pour lesquels les données disponibles permettent de connaître au moins 90% des titres détenus¹⁷. Elle croise les titres détenus sur ces fonds aux 5 listes d'entreprises identifiées par Reclaim Finance comme étant porteuses de risques sociaux, humains, environnementaux ou climatiques majeurs.

Chaque liste correspond à un risque environnemental ou social et regroupe des entreprises présentes partout dans le monde et appartenant à tous les secteurs. Ces entreprises ont été identifiées grâce aux sources suivantes :

1. La liste « émetteurs de GES » regroupe les plus grands émetteurs de CO2 au monde référencés dans la carbon majors data base¹⁸ du Climate Accountability Institute et du Climate Disclosure Project.
2. La liste « droits humains » réunit les entreprises qui ont obtenu un score inférieur à 20 points sur 100 au Corporate Human Rights Benchmark¹⁹.
3. La liste « armes » est composée des 100 plus gros vendeurs d'armes au monde selon le SIPRI²⁰.
4. La liste « charbon » compte les entreprises significativement impliquées dans le

secteur ou qui participent activement à son expansion, et qui figurent sur la Global Coal Exit List²¹ d'Urgewald.

5. La liste « scandales » regroupe des entreprises sélectionnées par Reclaim Finance pour leurs implications dans des scandales spécifiques, grâce aux éléments de l'Observatoire des multinationales²², du Business and Human Rights Resource Center²³, de l'initiative Mind the Gap²⁴ et du projet Golden Toilet Brush Award²⁵ concernant le recours à l'Investor-state dispute settlement (ISDS). Le détail des sources utilisées pour les entreprises de cette liste est disponible en annexe.

L'analyse des fonds figurant dans cette étude a été conduite par 2° Investment Initiative.

Le tableau suivant indique le nombre d'entreprises sélectionnées dans chacune des catégories recherchées et fournit des exemples d'entreprises sélectionnées. Le nombre d'entreprises varie en fonction des sources mentionnées précédemment et de la disponibilité des ISIN (International Securities Identification Numbers). Par exemple, la Carbon Major data base comprend plus de 60 entreprises mais des ISIN ne sont disponibles que pour 36 d'entre elles, avec une exclusion automatique des entreprises pétrolières entièrement détenues par des Etats.

	Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Nombre d'entreprises sélectionnées	598	36	94	100	342	26
Exemples d'entreprises sélectionnées	Total, Shell, BP, Repsol, Eni, Chevron, Exxon Mobil, Gazprom, Saudi Aramco, ConocoPhillips, Glencore					
	Amazon, Starbucks, Prada, Shoprite, CNOOC, Foot Locker					
	Lockheed Martins, Rheinmetall, Safran, Raytheon, Airbus, Boeing, Leonardo, Northrop Grumman					
	RWE, Fortum, Uniper, Russian Coal, Sasol, CEZ, Coal India, ChinaCoal					
	Bayer, Novartis, Lafarge, Société Générale, BBVA, Vinci, Volkswagen					

Clef de lecture : L'étude recherche la présence de 36 entreprises les plus émettrices de GES appartenant à la liste des « carbon majors », dont Total, Shell, Gazprom et Glencore.

Plusieurs points importants doivent être pris en compte dans l'analyse des données :

- Les fonds étudiés contiennent fréquemment d'autres fonds qui contiennent à leur tour les titres de entreprises sélectionnées. L'étude concerne les titres et entreprises présentes via ses fonds intermédiaires - affichés comme « détention directe et indirecte » dans les tableaux de cette étude - afin de donner une image plus exacte de l'impact environnemental et social des fonds. Cependant, dans un souci de transparence, l'étude fournit aussi les données excluant les titres et entreprises présentes via les fonds intermédiaires - affichée « détention directe » dans les différents tableaux -. Si l'inclusion des titres et entreprises détenus via des fonds intermédiaires accroît le nombre de titres ou d'entreprises présentes, elle peut aussi diminuer leur présence relative en augmentant le nombre total de titres et d'entreprises et/ou le nombre de fonds exposés.
- Faute de données suffisantes, cette étude ne prend pas en compte les titres émis par les entreprises sélectionnées via des filiales financières. Par exemple, Volkswagen apparaît 4 fois plus dans les fonds lorsque l'on prend en compte l'ensemble des titres émis via ses filiales financières que lorsque l'on utilise uniquement les données incluses dans le périmètre de cette étude. Ainsi, la présence des entreprises sélectionnées et la contribution des fonds au financement de ces entreprises sont largement sous-estimées.

- Les fonds qui ne sont pas investis en titres d'entreprises - comme ceux en obligations souveraines, dans l'immobilier, en liquidités ou en obligations indexées sur l'inflation ou sur l'évolution de l'euro - ressortent par défaut comme des fonds dans lesquels aucune des entreprises ciblées ne figure. Ces fonds ont été maintenus dans le périmètre de l'étude car ils font eux aussi partie de l'offre commerciale proposée aux français.
- Les entreprises sélectionnées dans les 5 catégories sont en très grande majorité de grandes entreprises et couvrent un périmètre international. Les fonds qui ciblent uniquement des TPE/PME et/ ou ceux qui se limitent à certaines zones géographiques - notamment l'Europe ou la France - apparaissent structurellement comme moins exposés aux entreprises sélectionnées que ceux qui possèdent un périmètre international incluant de nombreuses grandes entreprises.

Par ailleurs, l'étude présente deux types de données :

- Les données absolues, qui donnent une image de l'exposition du fonds. Elles permettent d'identifier quelles activités et types d'entreprises le fonds soutient.
- Les données relatives, comme le poids des titres des entreprises sélectionnées dans le fonds, qui donnent une image de la contribution du fonds au financement des activités et acteurs.

L'ÉPARGNE À L'ÉPREUVE DES CHIFFRES ET DES FAITS

86% des fonds contribuent à financer
des entreprises sélectionnées



60%

soutiennent
les plus gros
émetteurs de
GES



70%

soutiennent
des entreprises
aux pratiques
nocives pour les
droits humains



67%

soutiennent
les plus gros
fabricants
d'armes



48%

soutiennent les
entreprises du
charbon



76%

soutiennent
des entreprises
impliquées dans
des scandales

ISR, ATTENTION GREENWASHING

94% des fonds labellisés ISR financent
des entreprises sélectionnées



58%

soutiennent
les plus gros
émetteurs de
GES



90%

soutiennent
des entreprises
aux pratiques
nocives pour les
droits humains



65%

soutiennent
les plus gros
fabricants
d'armes



42%

soutiennent les
entreprises du
charbon



87%

soutiennent
des entreprises
impliquées dans
des scandales



**“ 62% des français
déclarent accorder
une place importante
à l'environnement et
au social dans leurs
décisions de placement. ”**

Source : FIR

SÉLECTION DES ENTREPRISES À ÉVITER

Pour des raisons de confidentialité, liées aux données fournies par 2° Investing Initiative, cette étude ne peut préciser combien de fois chaque entreprise sélectionnée apparaît dans les fonds analysés. En conséquence, les entreprises suivantes sont simplement des exemples d'entreprises présentes dans chacune des catégories retenues.



En 2020, le géant pétrolier français a enchaîné les grandes annonces pour se peindre en première major pétrolière et gazière entrant dans la transition écologique.

La réalité est toute autre. L'entreprise a repoussé une résolution climatique ambitieuse²⁶ proposée par plusieurs investisseurs pour adopter des objectifs trompeurs qui lui permettent de continuer à produire toujours plus d'énergies fossiles.

Si le PDG - Patrick Pouyanné - a annoncé que la production pétrolière de Total stagnerait dans les prochaines années²⁷, cette stagnation sera compensée par une forte croissance de production de gaz naturel - et notamment du très énergivore gaz naturel liquéfié (GNL). Ainsi, l'entreprise est impliquée dans 23 projets de terminaux GNL dans le monde²⁸, dont 3 au Mozambique engendrant déplacements forcés et intensification des conflits armés²⁹. Elle reste impliquée dans 3 projets de pipelines pétroliers³⁰ et devrait continuer d'investir dans la production de pétrole, qu'elle prévoyait encore d'augmenter de 12% d'ici 2030 il y a quelques mois³¹.



Avec 15 milliards de produits vendus dans le monde en 2018, dont 2 milliards en France³², Amazon est l'un des plus grands contributeurs du réchauffement climatique au monde. Pour livrer ces produits toujours plus vite, l'entreprise a considérablement renforcé l'utilisation du transport aérien³³.

Le système Amazon pèse sur les employés de l'entreprise, avec un très grand nombre d'accidents³⁴, et sur ses fournisseurs, comme les usines Foxconn qui ont pour habitude de faire travailler

des mineurs³⁵, tout en détruisant de nombreux emplois³⁶. La market place d'Amazon permet la commercialisation de produits dangereux, on y a retrouvé des habits provenant d'usines au Bangladesh pourtant bannies par la majorité des grands fabricants après le Rana Plaza³⁷.

Amazon commercialise aussi un logiciel de reconnaissance faciale qui a déjà conduit à la stigmatisation des personnes de couleur aux Etats-Unis³⁸ et pourrait être vendu aux régimes autoritaires³⁹.



Lockheed Martins est de loin le premier vendeur d'armes au monde avec 47,2 milliards de dollars de ventes en 2018⁴⁰. L'entreprise produit tout type d'armement : avions, missiles, blindés, systèmes balistiques, technologies navales...

Ces armes sont très présentes au Moyen-Orient⁴¹. Elles sont notamment utilisées par l'Arabie Saoudite au Yémen dans un conflit qui a déjà fait des milliers de morts et où un missile de l'entreprise aurait été utilisé pour détruire un bus scolaire en août 2018, faisant 51 victimes⁴².



La compagnie publique finlandaise refuse toujours de s'engager sur une sortie du charbon⁴³.

Sa filiale Uniper est très impliquée dans le secteur, elle en tire 28% de sa production d'énergie, plus de 30% de ses revenus⁴⁴, et vient de mettre en service une nouvelle centrale à charbon allemande⁴⁵. Si Uniper a annoncé un

objectif de neutralité carbone 2035, celui-ci permet la compensation carbone et ne couvre en fait que 47% des émissions directes de l'entreprise⁴⁶, permettant ainsi le maintien du charbon bien au-delà de cette date.

De plus, Uniper poursuit l'Etat néerlandais en justice pour bloquer sa décision de sortir du charbon d'ici 2030 et obtenir un milliard d'euros de dédommagement⁴⁷.



En Juin 2018, Bayer rachetait Monsanto. Le groupe mettait alors la main sur un grand producteur de pesticides habitué des scandales et empêtré dans l'affaire du Roundup ou glyphosate, pesticide reconnu comme cancérigène probable par l'OMC⁴⁸ et que la firme a continué à vendre massivement partout dans le monde. L'entreprise a aussi promu agressivement ses semences OGM

dans les pays du Sud, construisant un quasi-monopole obligeant les fermiers à acheter ces graines⁴⁹.

Il n'est pas étonnant que ces pratiques désastreuses n'aient pas alarmé Bayer, tant le groupe a été lui-même impliqué dans de nombreux scandales, dont récemment la promotion des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles⁵⁰ et même, dans les années 1970 et 1980, la vente produits sanguins contaminés au VIH⁵¹.



SÉLECTION DE FONDS À ÉVITER

LCL Investissement Equilibre (C/D)

Équilibré dans son soutien uniforme au chaos climatique et humain :

En misant sur la quantité, avec plus de 7500 titres, et en investissant dans de nombreux autres fonds intermédiaires – dont certains répliquant des indices nord-américains⁵² -, ce fonds géré par Amundi bat tous les records en soutenant 246 entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables, dont plus de la moitié des entreprises sélectionnées comme très émettrices de GES, ayant de faibles standards en matière de droits humains ou étant impliquées dans des scandales majeurs. Il finance aussi 80 entreprises du charbon et de 30 entreprises de l'armement.

Amundi ETF MSCI Europe Energy UCITS ETF

Les trackers, carburants « passifs » de la crise climatique :

Avec cet ETF ou "tracker"⁵³, visant à répliquer les variations de l'indice MSCI Europe Energy⁵⁴, Amundi propose d'investir directement dans 32 valeurs énergétiques européennes.. Et ainsi de placer 46% dans 10 entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables d'après nos données. Les éléments publiés par Amundi indiquent même que 100%⁵⁵ de cet ETF est investi dans des entreprises des énergies fossiles, dont Total, Shell et BP⁵⁶. Au-delà du secteur énergétique, les autres trackers commercialisés par Amundi et d'autres acteurs financiers posent le même problème : les entreprises les plus polluantes occupent une place prépondérante sur les marchés et dans les indices et sont donc fortement financées par ces outils de gestion passive qui les répliquent.

Groupama Retraite Plénitude C

Trouver la plénitude d'une terre en feu :

Le fonds contient 160 entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables et est placé à 9% dans celles-ci. L'ensemble de ces entreprises est détenu via d'autres fonds gérés par Groupama comme le Groupama US Equities O qui représente 16,36% de l'actif⁵⁷. La « plénitude » n'est pas pour celui qu'on croit.

Groupama Horizon Actions Monde C

Les droits humains à la poubelle :

Diversifié à l'international, ce fonds fait la part belle aux entreprises aux pratiques douteuses en matière de droits humains avec 50 entreprises sélectionnées. Au total, 13% sont investis dans des entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables, dont 3,37% chez Apple et 2,34% chez Amazon⁵⁸.

Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D

Placez vos noisettes dans la pollution et l'armement avec l'ISR :

Avec son fonds au nom et label ISR rassurant la Caisse d'Epargne – et derrière elle Natixis – place 28% des encours reçus dans des entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables. Le rongeur finance même 4 entreprises de l'armement. Le pétrolier Total et le fabricant d'armes Dassault Systèmes figurent parmi les 5 premières capitalisations du fonds et comptent pour respectivement 5,1% et 4,5% de celui-ci⁵⁹.

AXA Or et Matières Premières D EUR

Plein gaz sur le pétrole et les mines :

Ce fonds spécialisé sur le secteur minier et pétrolier est directement placé à 59% dans 31 entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables. Les géants BHP Group, Rio Tinto, Chevron, Exxon Mobil et Anglo American PLC figurent tous parmi les 10 principales expositions du fonds⁶⁰.

LBPAM Actions Monde C

La technologie et la consommation sans les droits humains :

Ce fonds commercialisé par la Banque Postale est investi à 16% dans 70 entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables. Il mise avant tout sur de grandes valeurs technologiques et commerciales comme Apple, Amazon, Alibaba, Tencent et Alphabet qui comptent pour 11,3% de ses actifs⁶¹.



L'INTÉGRALITÉ DES RÉSULTATS

L'analyse révèle qu'une grande majorité de fonds contribuent à financer des entreprises sélectionnées. Elle montre ensuite que le soutien moyen ainsi apporté à ces entreprises est significatif. Enfin, elle met en évidence certains fonds présentant des risques environnementaux et sociaux majeurs, en raison d'un soutien particulièrement marqué à ces entreprises.

I/ Une grande majorité de fonds sont exposés aux entreprises sélectionnées

Sur 442 fonds étudiés, 381 – soit 86,2% – contiennent des entreprises sélectionnées. Parmi les 61 fonds ne contenant aucune de ces entreprises, au moins 36 sont par leur nature investis dans des actifs qui ne peuvent contenir les titres des entreprises sélectionnées⁷³. En excluant ces produits, 93,8% des fonds contiennent des entreprises aux pratiques environnementales et sociales très critiquables. Au niveau global, cette très forte exposition met en évidence la rareté et

la faiblesse des critères ESG/ISR appliqués aux fonds commercialisés en France.

Plus de 70% des fonds financent des entreprises aux pratiques lacunaires en matière de droits humains ou étant directement impliquées dans des scandales majeurs. 67% des fonds financent certains des plus gros fabricants d'armes au monde et 60% certains des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Même des critères environnementaux et sociaux basiques devraient conduire à l'exclusion de ces entreprises.

Seules les entreprises du charbon sont présentes dans moins de 50% des fonds (48%). Si cette présence reste très préoccupante, la visibilité plus réduite du charbon peut s'expliquer par le nombre relativement faible d'entreprises européennes impliquées, la faible spécialisation des fonds sur les zones où le développement du secteur est le plus important (notamment l'Asie) et les premières mesures prises par les acteurs financiers français pour réduire les financements accordés au secteur.

Fonds exposés aux entreprises sélectionnées		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Détection directe et indirecte	Nombre	381	265	310	296	212	334
	% de fonds	86,2	60,0	70,1	67,0	48,0	75,6
Détection directe	Nombre	271	174	194	179	96	217
	% de fonds	61,3	39,4	43,9	40,5	21,7	49,1

Clef de lecture : 265 fonds, soit 60% des fonds étudiés, sont exposés aux entreprises les plus émettrices de GES. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 174 fonds sont exposés à ces mêmes entreprises, soit 39,4% des fonds étudiés.

II/ Des fonds en moyenne significativement exposés aux entreprises sélectionnées

a/ Exposition moyenne

Les 381 fonds exposés contiennent en moyenne 68,6 titres d'entreprises sélectionnées, soit 7,4% des titres détenus.

En moyenne, les fonds exposés aux entreprises de chaque catégorie « charbon », « droits humains » et « très émettrices de GES » contiennent plus de 2% de titres de ces entreprises.

Présence moyenne des titres des entreprises sélectionnées dans chaque catégorie dans les fonds exposés à ces mêmes catégories		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Détection directe et indirecte	Nombre moyen de titres des entreprises sélectionnées	68,6	20,8	22,1	11,9	26,4	13,9
	Part moyenne en % des titres du fonds	7,4	2,2	2,4	1,3	2,8	1,5
Détection directe	Nombre moyen de titres des entreprises sélectionnées	8,0	2,4	2,7	2,2	2,4	2,8
	Part moyenne en % des titres du fonds	10,4	3,1	3,5	2,8	3,1	3,7

Clef de lecture : Les fonds exposés aux entreprises les plus émettrices de GES contiennent en moyenne 20,8 titres de ces entreprises, soit en moyenne 2,2% des titres du fonds. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, ils comptent en moyenne 2,4 titres soit 3,1% des titres du fonds.

Les titres détenus par les 381 fonds exposés sont issus d'en moyenne 29,5 entreprises. Les fonds exposés aux entreprises des catégories « droits humains » et « charbon » contiennent en moyenne plus de 10 de ces entreprises, respectivement 12,2 et 11,8 entreprises.

Présence moyenne des entreprises sélectionnées dans chaque catégorie dans les fonds exposés à ces mêmes catégories	Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Nombre moyen d'entreprises sélectionnées en détention directe et indirecte	29,5	6	12,2	6	11,8	4,7
Nombre moyen d'entreprises sélectionnées en détention directe	7,4	2,1	2,7	2	2,2	2,5

Clef de lecture : Les fonds exposés aux entreprises les plus émettrices de GES contiennent en moyenne 6 de ces entreprises. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, ils comptent en moyenne 2,1 entreprises.

b/ Exposition absolue

188 fonds – soit 49,3% des fonds exposés - contiennent au moins 10 titres des entreprises sélectionnées

Certains fonds détiennent un nombre particulièrement important de titres d’une ou plusieurs catégories : 15⁷⁴ fonds détiennent plus de 100 titres des entreprises les plus émettrices de GES, 23⁷⁵ des entreprises de la catégorie droits humains, 2⁷⁶ des entreprises de l’armement, 20⁷⁷ des entreprises du charbon et 10⁷⁸ des entreprises impliquées dans des scandales.

Présence d'au moins 10 titres d’entreprises de la catégorie		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Détention directe et indirecte	Nombre de fonds	188	82	97	78	80	87
	Part en % des fonds exposés	49,3	30,9	31,3	26,4	37,7	26,0
Détention directe	Nombre de fonds	61	10	5	4	4	4
	Part en % des fonds exposés	22,5	5,7	2,6	2,2	4,2	1,8

Clef de lecture : 82 fonds – soit 30,9% des fonds exposés à ces entreprises - contiennent au moins 10 titres des entreprises les plus émettrices de GES. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 10 fonds - soit 5,7% des fonds qui y sont exposés - compte au moins 10 titres de ces entreprises.

175 fonds – 45,9% des fonds exposés – investissent dans au moins 10 entreprises sélectionnées. Plus de 20% des fonds exposés aux catégories émissions de GES, droits humains et armes contiennent au moins 10 entreprises de ces catégories. Les fonds exposés au charbon le sont généralement fortement : 33,5% d’entre eux contiennent 10 ou plus de ces entreprises.

Certains fonds contribuent fortement au financement des entreprises nocives en investissant dans au moins la moitié des

Présence d'au moins 10 entreprises sélectionnées de la catégorie		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Détention directe et indirecte	Nombre de fonds	175	55	86	65	71	55
	Part en % des fonds exposés	45,9	20,8	27,7	22,0	33,5	16,5
Détention directe	Nombre de fonds	59	2	5	2	2	1
	Part en % des fonds exposés	21,8	1,1	2,6	1,1	2,1	0,5

Clef de lecture : 55 fonds – soit 20,8% des fonds exposés à ces entreprises - contiennent au moins 10 des entreprises les plus émettrices de GES. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 2 fonds - soit 1,1% des fonds qui y sont exposés - compte au moins 10 de ces entreprises.

III/ Un nombre important de fonds surexposés aux entreprises sélectionnées

109 fonds, soit 28,6% des fonds exposés, contiennent plus de 10% de titres provenant des entreprises sélectionnées. Pour 14 d’entre eux, ce seuil est dépassé avec les entreprises d’une seule catégorie.

entreprises d’une ou plusieurs catégories : 26⁷⁹ fonds pour les émissions de GES, 28⁸⁰ pour la catégorie des droits humains et 35⁸¹ pour la catégorie scandales. Les fonds LCL Investissement Dynamique (C/D) et LCL Investissement Equilibre (C/D) contiennent 32 des 34 entreprises de la catégorie des plus émettrices de GES. Si la concentration des entreprises de l’armement et du charbon n’atteint jamais ce niveau, 9⁸² fonds financent entre 30 et 35 entreprises de l’armement et 6⁸³ entre 60 et 80 entreprises du charbon.

En ne prenant en compte que les fonds exposés directement aux entreprises sélectionnées, la part de fonds dont au moins 10% des titres proviennent de celles-ci monte à 44,3%, et le nombre de fonds qui tirent plus de 10% de leurs titres d’une seule catégorie à 24. Ces éléments révèlent que de nombreux fonds détiennent directement des titres d’entreprises sélectionnées.

Fonds dont au moins 10% des titres sont composées d'entreprises sélectionnées de la catégorie		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Avec "fonds de fonds"	Nombre de fonds	109	2 ⁸⁴	5 ⁸⁵	0	0	7 ⁸⁶
	Part en % des fonds exposés	28,6	0,8	1,6	0,0	0,0	2,1
Sans "fonds de fonds"	Nombre de fonds	120	8 ⁸⁷	5 ⁸⁸	1 ⁸⁹	0	10 ⁹⁰
	Part en % des fonds exposés	44,3	4,6	2,6	0,6	0,0	4,6

Clef de lecture : Les titres des entreprises le plus émettrices de GES composent plus de 10% des titres de 2 fonds, soit 0,8% des fonds exposés à ces entreprises. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 8 fonds détiennent plus de 10% de titres provenant de ces entreprises, soit 4,6% des fonds exposés à celles-ci.

183 fonds – soit 48% des fonds exposés – sont placés à hauteur d’au moins 10% dans les entreprises sélectionnées. Concrètement, ce chiffre signifie que, dans la moitié des fonds exposés, plus de 10% des sommes investies par les français vont financer ces entreprises nocives.

53 fonds sont mêmes placés à hauteur d’au moins 10% dans une des catégories et 12 d’entre eux dans plusieurs catégories

Fonds dont au moins 10% est placé sur des entreprises sélectionnées de la catégorie		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Avec "fonds de fonds"	Nombre de fonds	183,0	14,0	41,0	3,0	0,0	17,0
	Part en % des fonds exposés	48,0	5,3	13,2	1,0	0,0	5,1
Sans "fonds de fonds"	Nombre de fonds	144,0	14,0	21,0	3,0	0,0	17,0
	Part en % des fonds exposés	53,1	8,0	10,8	1,7	0,0	7,8

Clef de lecture : 14 fonds, soit 5,3% des fonds exposés à ces entreprises, sont placés à hauteur d’au moins 10% dans les entreprises le plus émettrices de GES. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 14 fonds - soit 8% des fonds qui leur sont exposés - placent au moins 10% dans ces entreprises.

IV/ La labellisation ISR : une performance environnementale et sociale toute aussi médiocre

L’ISR est « un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises qui contribuent au développement durable dans tous les secteurs d’activité⁹² ». Pourtant, sur les 36 fonds labellisés ISR étudiés, seulement deux ne contiennent aucune entreprise listée. Ainsi 94% des fonds labellisés ISR contribuent à financer des entreprises sélectionnées, une proportion strictement identique à celle des fonds non labellisés lorsque sont exclus les fonds qui ne peuvent contenir ces entreprises par nature⁹³.

Si seulement 3⁹⁴ fonds contiennent un seul titre des entreprises listées, celles-ci sont significativement présentes dans plus de la moitié de ces fonds avec 19 fonds investis à au moins 10% dans ces entreprises.

Le référentiel du label ISR⁹⁵ se contente en fait de demander des stratégies ESG de la transparence et la prise en compte de quelques « critères ESG » laxistes. Même les entreprises qui devraient être exclues via les critères ESG les plus essentiels – comme l’exclusion des entreprises les plus émettrices de CO2, des entreprises du charbon ou encore des fabricants d’armes - restent présentes dans la majorité des fonds labellisés ISR.

Certains fonds ISR ont même un niveau de performance sociale et environnementale plus que préoccupant : 3⁹⁶ financent plus de 80 entreprises sélectionnées et 6⁹⁷ placent plus de 20% de leur valeur dans ces entreprises.

Etude des 36 fonds labellisés ISR		Total	Emissions de GES	Droits humains	Armes	Charbon	Scandales
Avec "fonds de fonds"	0 entreprises sélectionnées	2 ⁹⁸	14	4	11	19	4
	Au moins 10 titres des entreprises de la catégorie détenus	12 ⁹⁹	2	3	3	3	1
	Au moins 10 entreprises de la catégorie financées	12 ¹⁰⁰	2	3	3	3	1
	Au moins 10% du fonds placé sur les entreprises de la catégorie	19 ¹⁰¹	0	2	0	0	1
Sans "fonds de fonds"	0 entreprises sélectionnées	8 ¹⁰²	17	9	15	23	10
	Au moins 10 titres des entreprises de la catégorie détenus	7	0	1	1	1	0
	Au moins 10 entreprises de la catégorie financées	7	0	1	1	1	0
	Au moins 10% du fonds placé sur les entreprises de la catégorie	16	0	2	0	0	1

Clef de lecture : Sur 29 fonds labellisés ISR, 13 ne contiennent aucun titre des entreprises identifiées comme étant les plus émettrices de GES, 2 contiennent plus de 10 de ces titres, 2 financent plus de 10 compagnies qui les émettent et aucun ne place plus de 10% sur ces entreprises. En excluant les titres détenus via des fonds intermédiaires, 15 ne contiennent aucun titre des entreprises identifiées comme étant les plus émettrices de GES et aucun contient plus de 10 de ces titres, plus de 10 compagnies qui les émettent ou ne place plus de 10% sur ces entreprises.

ANNEXE – LISTE DES ENTREPRISES SÉLECTIONNÉES

A/ Liste des entreprises sélectionnées dans la catégorie des plus émettrices de GES

Saudi Aramco	Petrobras	Surgutneftegas
Chevron	Lukoil	Burmi
Gazprom	Rio Tinto	Sinopec
Exxon Mobil	Shenhua Group	Kailuan
BP	Rosneft	CNOOC
Shell	Shanxi Coking	Sasol
Coal India	Glencore	Repsol
PetroChina/CNPC	Statoil	Consol Energy
Peabody Energy	Arch Coal	RWE AG
ConocoPhillips	Eni Spa	Oil & Natural Gas Corp
Total SA	Anglo American	Anadarko Petroleum
BHP Billiton	Jizhong Energy	PGE SA

B/ Liste des entreprises sélectionnées dans la catégorie « droits humains »

Phillips 66	Brown-Forman Corp	Ross Stores Inc
Suntory Beverage & Food Ltd	Conagra Brands Inc	BOE Technology Group Co Ltd
Falabella SA	ANTA Sports Products Ltd	Amphenol Corp
UltraTech Cement Ltd	Monster Beverage Corp	FamilyMart Co Ltd
Salvatore Ferragamo SpA	Hoya Corp	TE Connectivity Ltd
Tatneft' PAO	LPP SA	EOG Resources Inc
Costco Wholesale Corp	Loblaw Companies Ltd	Anhui Conch Cement Co Ltd
Starbucks Corp	Novolipetsk Steel PAO	Foot Locker Inc
Page Industries Ltd	McCormick & Company Inc	Shoprite Holdings Ltd
Applied Materials Inc	Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG	Western Digital Corp
Qualcomm Inc	Alimentation Couche-Tard Inc	Broadcom Inc
Vulcan Materials Co	Microchip Technology Inc	Shenzhou International
Kyocera Corp		

Group Holdings Ltd	Ltd	BRF SA
Constellation Brands Inc	Hon Hai Precision Industry Co Ltd	Nordstrom Inc
LARGAN Precision Co Ltd	Posco	Hitachi Chemical Co Ltd
Keyence Corp	L Brands Inc	Ralph Lauren Corp
Hla Corp Ltd	LVMH Moet Hennessy Louis Vuitton SE	Canadian Natural Resources Ltd
Kweichow Moutai Co Ltd	Eneos Holdings Inc	Yum! Brands Inc
Youngor Group Co Ltd	Amazon.com Inc	Hermes International SCA
Zhejiang Semir Garment Co Ltd	Corning Inc	Prada SpA
Tokyo Electron Ltd	HeidelbergCement AG	Hormel Foods Corp
Siam Cement PCL	Severstal' PAO	Carter's Inc
Woodside Petroleum Ltd	SK Hynix Inc	Devon Energy Corp
Micron Technology Inc	Lam Research Corp	Skechers USA Inc
Koninklijke Ahold Delhaize NV	GMK Noril'skiy Nikel' PAO	Kraft Heinz Co
Macy's Inc	Mr Price Group Ltd	Kohls Corp
Sysco Corp	Murata Manufacturing Co Ltd	Seven & i Holdings Co Ltd
Kroger Co	TJX Companies Inc	Skyworks Solutions Inc
Kerry Group PLC	Carlsberg A/S	Tyson Foods Inc
Compass Group PLC	Analog Devices Inc	PetroChina Co Ltd
Canon Inc	Tapestry Inc	NVIDIA Corp
Yue Yuen Industrial (Holdings)	Inpex Corp	

C/ Liste des entreprises sélectionnées pour les catégories « armes » et « charbon »

Pour ces deux catégories, vous pouvez vous référer directement :

- A la liste du SIPRI disponible au <https://sipri.org/databases/armsindustry> ;
- A la liste de la Global Coal Exit List au <https://coalexit.org/> .

D/ Liste et sources principales utilisées pour les entreprises de la catégorie « scandales »

Entreprise	Sources
Lafarge	https://www.business-humanrights.org/en/lafarge-part-of-lafargeholcim
Vinci	https://www.business-humanrights.org/en/vinci-lawsuit-re-forced-labour-in-qatar
Groupe Casino	https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/06/30/deforestation-les-pratiques-du-groupe-casino-au-bresil-et-en-colombie-mises-en-cause_6044657_3244.html
Téléperformance	https://www.business-humanrights.org/en/t%C3%A9l%C3%A9performance
Bayer Monsanto	https://goldentoiletbrush.org/#finalists
Rockhopper Exploration PLC	
Lydian International	
Gabriel Resources	
BBVA	
Novartis	
Groupe Bruxelles Lambert	https://multinationales.org/Comment-gagner-5-milliards-Albert-Frere-de-la-siderurgie-wallonne-a-la-guerre
Syngenta	https://multinationales.org/IMG/pdf/encofactsheet08_syngenta_ok.pdf
Salini Impregila	https://multinationales.org/IMG/pdf/encofactsheet10_salini.pdf
EDF	https://multinationales.org/IMG/pdf/enco_iberdrola_def.pdf
INDRA Sistemas	https://multinationales.org/IMG/pdf/encofactsheet09_indra.pdf
Société Générale	https://multinationales.org/IMG/pdf/enco_societe_generale_def.pdf
Volkswagen	https://multinationales.org/IMG/pdf/encofactsheet13_volkswagen-2.pdf
Crédit Suisse	https://multinationales.org/IMG/pdf/encofactsheet15_creditsuisse.pdf
Dole Foods	https://www.mindthegap.ngo/evidence/
Trafigura	
Samsung	
Texaco	
Unilever	
Vale	
Belo Sun	
Vedanta	

RÉFÉRENCES

1. https://www.amf-france.org/fr/sites/default/files/private/2020-10/loe-40-def_0.pdf

2. <https://www.finansol.org/dwl/barometre-finance-solidaire.pdf?pdf=barometre>

3. <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36151-enquete-2020-ifop-ISR.pdf>

4. <https://www.helios.do/articles/opinionway-francais-banque-argent-environnement.php>

5. <https://www.helios.do/articles/opinionway-francais-banque-argent-environnement.php>

6. Pour des éléments sur l'impact des critères ESG sur la performance financière, voir notamment : <https://www.mckinsey.com/business-functions/strategy-and-corporate-finance/our-insights/why-esg-is-here-to-stay> ; https://www.db.com/newsroom_news/2016/ghp/esg-and-financial-performance-aggregated-evidence-from-more-than-200-empirical-studies-en-11363.htm ; <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/13/5317> ; <https://lessentiel.novethic.fr/blog/business-case-3/post/les-fonds-durables-confirment-leur-resilience-en-periode-de-crise-208>

7. <https://2degrees-investing.org/resource/retail-clients-sustainable-investment/>

8. Du fait de leurs modalités de répartition et d'utilisation, les produits suivants ne peuvent comprendre les fonds sélectionnés et sont exclus du champ de cette analyse : Livret A, LDDS, LEP, Livret jeune, PEL, CEL, livret d'épargne bancaire, CAT. Pour plus de précisions sur ces produits, voir : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N20376>

9. La recherche de 2° Investing Initiative a permis d'identifier 1200 fonds mais les données récentes ne permettaient pas de couvrir 90% des actifs détenus par un grand nombre d'entre-eux. Les données les plus anciennes utilisées pour obtenir la couverture de 90% sur les 442 fonds étudiés remontent à avril 2020.

10. Voir la méthodologie pour plus de précisions sur les sources utilisées pour sélectionner ces entreprises.

11. Il est ici fait référence aux ETF : Amundi ETF MSCI Europe Banks UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI Europe Energy UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI France UCITS ETF ; Amundi ETF Short MSCI USA Daily UCITS ETF (C/D).

12. LBPAM Actions Europe Monde D ; LBPAM Actions Monde C ; Toni Actions 100 R

13. Export Europe (Palatine) ; Federal Optimal Plus ESG P ; LBPAM Actions Diversifié R ; LBPAM Actions Indice Euro R ; LBPAM ISR ACTIONS FOCUS FRANCE R ; Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D

14. https://www.amf-france.org/fr/sites/default/files/private/2020-10/loe-40-def_0.pdf

15. <https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/communiqués/communiqués-de-lamf/finance-durable-et-gestion-collective-lamf-publie-une-premiere-doctrine-en-matiere-dinformation-des>

16. La première doctrine de l'AMF demande à ceux qui commercialisent des produits prétendant intégrer des critères ESG de prendre en compte certains objectifs mesurables minimums, comme une réduction minimale de 20 % des émetteurs disposant de la moins bonne note ESG de l'univers d'investissement. Ces critères sont particulièrement faibles, par exemple, le critère de 20% mentionné est aussi utilisé dans les fonds labellisés ISR dont cette analyse révèle l'absence de contribution environnementale et sociale significative. De plus, en cas de non-respect les fonds restent commercialisés mais le sont simplement avec une mention spécifique.

17. La recherche de 2° Investing Initiative a permis d'identifier 1200 fonds mais les données récentes ne permettaient pas

de couvrir 90% des actifs détenus par un grand nombre d'entre-eux. Les données les plus anciennes utilisées pour obtenir la couverture de 90% sur les 442 fonds étudiés remontent à avril 2020.

18. <https://b8f65cb373b1b7b15feb-c70d8ead6ced550b4d987d7c03fcdd1d.ssl.cf3.rackcdn.com/cms/reports/documents/000/002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf?1499691240>

19. <https://www.corporatebenchmark.org/>

20. <https://sipri.org/databases/armsindustry>

21. <https://coalexit.org/>

22. <https://multinationales.org/?lang=fr>

23. <https://www.business-humanrights.org/en/>

24. <https://www.mindthegap.ngo/>

25. <https://goldentoiletbrush.org/#about-the-award>

26. <https://reclaimfinance.org/site/2020/05/29/resolution-climat-a-lag-de-total-un-tournant-historique/>

27. https://www.novethic.fr/actualite/energie/energies-fossiles/isr-rse/total-ne-mise-plus-tout-son-avenir-sur-le-petrole-149057.html?utm_source=Abonn%C3%A9s+Novethic&utm_campaign=e199834b58-Recap_2020_10_06&utm_medium=email&utm_term=0_2876b612e6-e199834b58-171541834

28. Données du Fossil Tracker au 16/10/2020 : https://greeninfo-network.github.io/fossil_tracker/

29. Voir <https://www.amisdelaterre.org/wp-content/uploads/2019/10/note-mozambique-Ing-2019-at.pdf> et https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/06/De-leldorado-gazier-au-chaos-les-Amis-de-la-Terre-rapport_FR.pdf

30. Données du Fossil Tracker au 16/10/2020 : https://greeninfo-network.github.io/fossil_tracker/

31. <http://priceofoil.org/2020/09/23/big-oil-companies-still-failing-on-climate/>

32. <https://hiilivapaasuomi.fi/2020/04/29/fortum-defends-coal-power-in-agm-by-emphasising-emissions-trading/>

33. Données GCEL Mars 2020 : <https://coalexit.org/>

34. <https://www.connaissancedesenergies.org/datteln-4-une-nouvelle-centrale-au-charbon-dans-le-paysage-allemand-200603>

35. <https://hiilivapaasuomi.fi/2020/04/29/fortum-defends-coal-power-in-agm-by-emphasising-emissions-trading/>

36. <https://www.climatechangenews.com/2020/05/21/uniper-uses-investment-treaty-fight-netherlands-coal-phaseout/>

37. <https://www.amisdelaterre.org/immersion-dans-le-modele-amazon/>

38. <https://finance.yahoo.com/news/amazons-rising-air-shipments-fly-164238751.html>

39. Voir : <https://revealnews.org/article/how-amazon-hid-its-safety-crisis/> et <https://www.capital.fr/entreprises-marchés/amazon-un-rapport-alarquant-sur-les-conditions-de-travail-a-montelimar-1285393>

40. <https://www.theguardian.com/global-development/2019/aug/08/schoolchildren-in-china-work-overnight-to-produce-amazon-alexa-devices>

41. https://www.eulerhermes.com/en_global/news-insights/economic-insights/retail-in-the-u-s---towards-destructive-destruction.html

42. <https://www.wsj.com/articles/amazon-sells-clothes-from-factories-other-retailers-shun-as-dangerous-11571845003>

43. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/04/04/reconnaissance-faciale-55-chercheurs-demandent-a-amazon-de-ne-plus-vendre-son-logiciel-a-la-police_5445746_4408996.html

44. <https://techcrunch.com/2019/05/22/amazon-reject-facial-recognition-proposals/?guccounter=1&guce>

- [referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xllmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAIR9jd96utTghvrjp9j](#)
45. https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/03/25/le-desherbant-roundup-classe-cancerogene_4600906_3244.html
 46. <https://www.counterpunch.org/2019/09/20/the-rising-monopoly-of-monsanto-bayer/>
 47. https://www.lepoint.fr/environnement/pesticides-tueurs-d-abeilles-bayer-interpelle-par-un-million-de-personnes-29-04-2016-2035922_1927.php
 48. https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/01/25/sang-contamine-bayer-et-baxter-indemnisent-des-hemophiles_1470184_3224.html
 49. <https://sipri.org/databases/armsindustry>
 50. <https://www.thenation.com/article/world/trump-military-arms-sales/>
 51. <https://www.thenation.com/article/world/trump-military-arms-sales/>
 52. Septembre 2020 - https://www.sicavetfcp.lcl.fr/index.php/lcl_sicav_fcp_fr/productsheet/view/idpart/371/idvm/4346/lg/fr/popup/1?popin=1
 53. En achetant un tracker, l'épargnant investi sur toutes les actions composant son indice de référence.
 54. <https://www.msci.com/documents/10199/43f0da3c-a77f-45f7-9037-5a7a60184db5>
 55. L'écart entre 46 et 100% s'explique notamment par le fait que nos données ne prennent pas en compte les titres émis par les filiales financières des entreprises, comme indiqué dans la méthodologie de l'étude.
 56. Septembre 2020 - <https://www.amundiETF.fr/particuliers/product/view/FR0010930644>
 57. Septembre 2020 - [https://produits.groupama-am.com/fre/reseaux/offre-reseaux/gan-prevoyance/retraite-plenitude-c-c/\(tab\)/publication](https://produits.groupama-am.com/fre/reseaux/offre-reseaux/gan-prevoyance/retraite-plenitude-c-c/(tab)/publication)
 58. Septembre 2020 - [https://produits.groupama-am.com/fre/reseaux/offre-reseaux/groupama-vie/groupama-horizon-actions-monde-n-c/\(tab\)/publication](https://produits.groupama-am.com/fre/reseaux/offre-reseaux/groupama-vie/groupama-horizon-actions-monde-n-c/(tab)/publication)
 59. Septembre 2020 - https://www2.im.natixis.com/documents/Non-pro%20Reporting/REP_Ecureuil_Investissements_D%28N%29EUR_092020_FRA_NP.pdf
 60. Septembre 2020 - <https://particuliers.axa-im.fr/fonds/-/funds-center/axa-or-et-matieres-premieres-eur-distribution-15241#/>
 61. Juillet 2020 - https://www.labanquepostale.fr/particulier/produits/epargne/placements_financiers/fonds_opc/FR0000288078_documentation.html
 62. <http://priceofoil.org/2018/10/17/the-skys-limit-ipcc-report-15-degrees-of-warming/>
 63. Voir notamment : <https://reclaimfinance.org/site/2020/10/06/scenarios-climatiques-5-pieges-a-eviter%e2%80%afpour-contenir-le-rechauffement-a-15c/> / <https://reclaimfinance.org/site/2020/10/13/world-energy-outlook-2020-aie-reconnait-urgence-sans-y-repondre/> / <https://reclaimfinance.org/site/2020/10/08/aie-energies-fossiles-opacite-liens-influence/>
 64. <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2018>
 65. Voir notamment les cibles 1.5°C de la Science Base Target Initiative (SBTI) : <https://sciencebasedtargets.org/>
 66. <https://www.amf-france.org/sites/default/files/2020-02/lettre-de-lobservatoire-de-lepargne-de-lamf-ndeg-35-septembre-2019.pdf>
 67. <https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/labels-dinvestissement-responsable-en-france-quel-bilan>
 68. https://www.ran.org/wp-content/uploads/2020/09/RAN_OCI_Fracking_Fiasco.pdf
 69. <https://www.iea.org/reports/world-energy-investment-2019/financing-and-funding-trends>
 70. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-29/total-takes-8-1-billion-writedown-as-pandemic-devalues-oil-gas?sref=tEHt46mu>
 71. https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance/eu-taxonomy-sustainable-activities_en

72. <https://susproc.jrc.ec.europa.eu/product-bureau/product-groups/432/home>
73. Il s'agit pour 23 d'entre eux de fonds investis dans la dette souveraine, dans l'immobilier, en liquidités, indexées sur l'inflation ou une monnaie et pour 13 d'entre eux de fonds visant exclusivement les petites capitalisations et TPE/PME. Voir la méthodologie pour plus de précisions.
74. ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; CPR Croissance Reactive P ; Dauphine Placement D ; Groupama Horizon Obligations Monde N ; Groupama Prudence I ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; Oblivator D ; Retraite Perennite C ; Retraite Prudence N C
75. Allocation Pilotée Equilibre RC ; Allocation Pilotée Offensive RC ; ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; ALM Offensif ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Diversifie ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; BNP Paribas Flexi Europe Offensif C ; CPR Croissance Reactive P ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Etoile Multi Gestion Monde C ; Groupama Horizon Obligations Monde N ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D) ; Retraite Perennite C ; Retraite Prudence N C ; SG Actions Monde Multigestion (C) ; Yomoni Monde
76. CPR Croissance Reactive P ; Groupama Horizon Obligations Monde N
77. ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; CPR Croissance Reactive P ; Dauphine Placement D ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Fundquest Bond Opportunities Classic ; Groupama Horizon Obligations Monde N ; Groupama Prudence I ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D) ; Oblivator D ; Retraite Perennite C ; Retraite Prudence N C ; Yomoni Monde
78. ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; Groupama Prudence I ; Retraite Perennite C ; Retraite Prudence N C
79. ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; ALM Offensif ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Diversifie ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Patrimoine ; Aviva Performance ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; BNP Paribas Flexi Europe Modere C ; BNP Paribas Flexi Europe Offensif C ; CPR Croissance Reactive P ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Etoile Patrimoine 20 C ; Groupama Dynamisme N ; Groupama Horizon Actions Emergentes F ; Groupama Horizon Obligations Monde N ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D) ; ODDO BHF Patrimoine CR-EUR ; Retraite Dynamique N C ; Retraite Plénitude C ; SG Patrimoine (C)
80. Allocation Pilotée Equilibre RC ; Allocation Pilotée Offensive RC ; ALM Actions Monde ; ALM Classic RA ; ALM Dynamic ; ALM Offensif ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Diversifie ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Performance ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; CPR Croissance Reactive P ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Etoile Multi Gestion Monde C ; Groupama Dynamisme N ; Groupama Horizon Actions Monde N ; Intervalor D ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D)

81. Allocation Pilotée Equilibre RC ; Allocation Pilotée Offensive RC ; ALM Actions Monde ; ALM Classic RA ; ALM ; Dynamic ; ALM Offensif ; Arevalor C ; Aviva Conviction Opportunities ; Aviva Conviction Patrimoine ; Aviva Diversifie ; Aviva Investors Valorisation ; Aviva Patrimoine ; Aviva Performance ; Aviva Valorisation Opportunities ; Aviva Valorisation Patrimoine ; BNP Paribas Flexi Europe Offensif C ; Covea Obligations Convertibles A C ; CPR Croissance Reactive P ; Dauphine Placement D ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile ; Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Etoile Patrimoine 50 C ; Etoile Patrimoine 70 C ; Groupama Dynamisme N ; Groupama Prudence I ; Intervalor D ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D) ; Retraite Dynamique N C ; Retraite Perennite C ; Retraite Plénitude C ; Retraite Prudence N C ; SG Patrimoine (C) ; Wise4 ; Yomoni Monde
82. ALM Dynamic ; ALM Offensif ; CPR Croissance Reactive P ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Etoile Multi Gestion Monde C ; Intervalor D ; LCL Investissement Equilibre (C/D) ; Yomoni Monde
83. CPR Croissance Reactive P ; Etoile Multi Gestion Actifs – PC ; Etoile Multi Gestion Actifs Plus (C) ; Groupama Horizon Obligations Monde N ; LCL Investissement Dynamique (C/D) ; LCL Investissement Equilibre (C/D)
84. AXA Or et Matières Premières D EUR ; GSD Gestion Energy Value
85. AGIPI Actions Monde C EUR ; Ameri-Gan ID ; Amundi ETF MSCI Europe Energy UCITS ETF ; Stratégie Alimentation ; Stratégie Techno
86. Amundi ETF MSCI Europe Banks UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI France UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI UK UCITS ETF ; Amundi ETF Short MSCI USA Daily UCITS ETF (C/D) ; Autofocus Pro Mars 2018 ; Aviva Valeurs Françaises ; Titan Best Selection Euro 2026
87. ATHENA Semi Airbag Aout 2023 ; AXA Or et Matières Premières D EUR ; Energy Value ; Etoile Energie Europe (C) ; Mahonia Mars 2027 ; Seeyond Equity Capital Optim ; Senecio Aout 2027 (C) ; Titan Développement Humain 2023
88. AGIPI Actions Monde C EUR ; Ameri-Gan ID ; Amundi ETF MSCI Europe Energy UCITS ETF ; Stratégie Alimentation ; Stratégie Techno
89. Etoile Industrie Europe (C)
90. Allianz Actions Aequitas R EUR ; Amundi ETF MSCI Europe Banks UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI France UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI UK UCITS ETF ; Amundi ETF Short MSCI USA Daily UCITS ETF (C/D) ; Autofocus Pro Mars 2018 ; Aviva Valeurs françaises ; Diapazen Climat Septembre 2016 ; Mahonia Mars 2027 ; Titan Best Selection Euro 2026
91. Armes et scandales : Amundi ETF Leveraged MSCI USA Daily UCITS ETF EUR ; / Scandales et droits humains : Amundi ETF MSCI Europe Energy UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI France UCITS ETF ; Amundi ETF MSCI Spain UCITS ETF ;

- Export Europe (Palatine) ; Lyxor PEA Asie Pacifique MSCI AC APAC Ex Japan ETF / GHG et scandales : Mahonia Mars 2027 ; Autofocus Pro Mars 2018 ; Autofocus Rendement Janvier 2018 ; Autofocus Rendement Janvier 2019 ; Amundi ETF Short MSCI USA Daily UCITS ETF (C/D) / GHG et droits humains : Autofocus Rendement Juin 2018
92. <https://www.lelabelisr.fr/>
93. Il s'agit pour 23 d'entre eux de fonds investis dans la dette souveraine, dans l'immobilier, en liquidités, indexées sur l'inflation ou une monnaie et pour 13 d'entre eux de fonds visant exclusivement les petites capitalisations et TPE/PME. Voir la méthodologie pour plus de précisions.
94. AIS Mandarine Entrepreneurs P ; LBPAM ISR Actions Euro C ; Sycomore Selection Credit R
95. <https://www.lelabelisr.fr/wp-content/uploads/2020/07/Re%CC%81fe%CC%81rentiel-du-label-ISR-juillet-2020.pdf>
96. LBPAM Actions Europe Monde D ; LBPAM Actions Monde C ; Toni Actions 100 R
97. Export Europe (Palatine) ; Federal Optimal Plus ESG P ; LBPAM Actions Diversifie R ; LBPAM Actions Indice Euro R ; LBPAM ISR ACTIONS FOCUS FRANCE R ; Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D
98. LBPAM ISR Actions Environnement C ; TOCQUEVILLE ISR EURO MIDCAP R
99. Aviva Actions Euro ISR A ; Aviva Actions Europe ISR ; Federal Optimal Plus ESG P ; LBPAM Actions Diversifie R ; LBPAM Actions Europe Monde D ; LBPAM Actions Indice Euro R ; LBPAM Actions Monde C ; LBPAM Responsable Actions Solidaire C ; Toni Actions 100 R ; Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D ; LBPAM ISR Diversifie AD ; LBPAM ISR Obli Entreprises E
100. Aviva Actions Euro ISR A ; Aviva Actions Europe ISR ; Federal Optimal Plus ESG P ; LBPAM Actions Diversifie R ; LBPAM Actions Europe Monde D ; LBPAM Actions Indice Euro R ; LBPAM Actions Monde C ; LBPAM Responsable Actions Solidaire C ; Toni Actions 100 R ; Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D ; LBPAM ISR Diversifie AD ; LBPAM ISR Obli Entreprises E
101. AIS Mandarine Active P ; AIS Mandarine Opportunities P ; Allianz Valeurs Durables R C EUR ; Aviva Actions Euro ISR A ; Aviva Actions Europe ISR ; AXA Euro Valeurs Responsables C ; Export Europe (Palatine) ; Federal ; Optimal Plus ESG P ; LBPAM Actions Diversifie R ; LBPAM Actions Europe Monde D ; LBPAM Actions Indice Euro R ; LBPAM Actions Monde C ; LBPAM ISR ACTIONS FOCUS FRANCE R ; LBPAM ISR Convertibles Opportunities L ; Palatine Actions Défensives Euro A ; Palatine Entreprises Familiales ISR ; Toni Actions 100 R ; Caisse d'épargne Ecureuil Investissements D ; LBPAM ISR Actions Euro Focus Emergent E
102. AIS Mandarine Active P ; AIS Mandarine Entrepreneurs P ; AIS Mandarine Opportunities P ; Aviva Actions Europe ISR ; LBPAM Responsable Actions Solidaire C ; LBPAM ISR Actions Environnement C ; TOCQUEVILLE ISR EURO MIDCAP R ; LBPAM ISR Diversifie AD

Crédits photo

Markus Spiske Pexels | Sergio Souza Pexels | Unsplash | Floriane Vita Unsplash | Didier Weemaels Unsplash

ÉPARGNE : **Nos économies au service** **du chaos social et climatique**

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

contact@reclaimfinance.org

